

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Changer la vie dans nos communes

Tous les socialistes partagent le même objectif pour les semaines qui viennent : gagner les élections municipales et cantonales des 9 et 16 mars prochains.

D'ailleurs, tous les dirigeants du parti étaient, le 20 janvier, à la Mutualité pour le grand rassemblement de lancement de la campagne : Ségolène Royal, Laurent Fabius, Bertrand Delanoë et Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI mais qui a souligné à cette occasion qu'il reste "un militant du Parti Socialiste". "Toutes les interventions de la journée furent à l'unisson", se félicite Jean-Jacques Urvoas, premier secrétaire fédéral.

"Nous devons gagner pour les Français", a martelé François Hollande, à la tribune de la Mutualité. Pour le premier secrétaire du PS, le bulletin de vote que glisseront les

électeurs, les 9 et 16 mars, devra servir à améliorer leur vie quotidienne dans leur commune et leur département, à envoyer un message fort au gouvernement et à préparer l'avenir.

S'agira-t-il d'élections locales ou d'élections nationales ? Les deux, a répondu le premier secrétaire national. "Cette élection est politique et de son issue dépendra la vie de nos concitoyens !", confirme Jean-Jacques Urvoas

Dans les communes et les cantons, ce sont les candidats, avec leurs équipes, qui mèneront les campagnes autour de propositions répondant aux attentes des citoyens, en fonctions des spécificités locales et du travail déjà accompli par les municipalités de gauche.

Mais, si dans les détails, les projets sont différents, l'objectif des candidats socialistes reste le même : changer la vie des Français, tout de suite. Ainsi, dans tous leurs programmes, les

SUITE PAGE 2



Petite enfance : un enjeu du XXI^e siècle

La création d'un service public de la petite enfance était un des engagements forts des socialistes durant la campagne présidentielle. Elle demeure une priorité pour tous ses candidats aux municipales comme aux cantonales.

"Les services à la petite enfance constituent un besoin de base pour les familles du XXI^e siècle", rappelait la conseillère générale du canton de Fouesnant, Nathalie Conan-Mathieu, en septembre dernier, à l'occasion de l'inauguration de la crèche "Tôt ou tard" à Saint-Évarzec. "L'articulation entre vie familiale et vie professionnelle est un enjeu politique".

Ainsi, depuis 2001, le Conseil général du Finistère mise sur l'adaptation des modes d'accueil aux besoins des parents. Comme il n'est jamais facile, à l'échelle d'un départe-

tement, d'imaginer des réponses adaptées aux cas particuliers, la majorité du Conseil général développe à la fois les capacités d'accueil dans des structures collectives et chez les assistantes maternelles "en veillant à une couverture équilibrée du territoire", précise l'élue de Fouesnant.



Nathalie Conan

Dans le Finistère, le nombre de places en structures collectives dépassait fin 2006 le nombre de 2 570, tandis qu'il existait 14 529 places potentielles chez les 5 663 assistantes et assistantes maternelles. Au 1^{er} janvier 2001, le Finistère comptait 103 structures accueillant des jeunes enfants. 52 gérées par des associations et 51 par des gestionnaires publics.

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Vigilance.

Les derniers voyages présidentiels n'ont pas manqué de surprendre par les curieuses et multiples expressions touchant à la religion et, en contrepoint, par les réelles attaques et à peine dissimulées de l'idée de laïcité bien vivante en France. Les défenseurs de la liberté de conscience comme de celle des cultes ne peuvent comprendre ces hommages appuyés aux religions, tout à coup et à répétition, parées de toutes les vertus. Pas plus qu'ils ne peuvent approuver que soient déconsidérés les acteurs passés et présents de la République. Au nom d'une révision dite "positive" du concept dont on ne voit guère la nécessité, le Président rompt franchement avec la tradition républicaine qui veut que soient séparés le civil et le religieux. Volonté d'instrumentaliser les croyants ? On ne serait guère étonné.

Changer la vie dans nos communes (suite)

Les socialistes partagent le même objectif : changer la vie des Français

... socialistes s'engagent pour des politiques éducatives ambitieuses après le temps scolaire, pour le développement de transports publics de manière à créer des alternatives à la voiture individuelle. L'accueil de la petite enfance est partout une priorité. Tout comme l'accompagnement des personnes âgées et la mise en place de solutions destinées à leur permettre de vivre à domicile. Dans le domaine de la sécurité, dans toutes les villes, les socialistes misent sur la prévention de manière à contrer le tout répressif prôné par le gouvernement et l'UMP.

C'est ainsi que l'on peut changer la vie, a fait valoir François Hollande : une place en crèche, des services pour le maintien des personnes âgées à domicile contribuent utilement à améliorer le quotidien des familles.



3 000 socialistes à la Mutualité le 20 janvier

À côté de ces orientations locales déclinées dans chaque commune, le PS avance durant cette campagne un certain nombre de propositions pour l'amélioration du pouvoir d'achat. Ainsi, contrairement au gouvernement qui prépare un plan de rigueur, le PS propose une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Au lieu d'alléger les impôts des plus favorisés, il réclame une augmentation de la prime à l'emploi. Et, s'il s'engage à développer les transports collectifs, il ne recommande pas aux Français de se déplacer à vélo pour réaliser des économies sur le carburant comme le fit Christine Lagarde. "Pour ceux qui doivent emprunter leur véhicule pour travailler, nous demandons la mise en œuvre d'un chèque transport, financé par l'État et les entreprises", a rappelé François Hollande.

Fatalement, les élections des 9 et 16 mars auront une portée nationale. Au soir du second tour, chacun fera les comptes. Si la droite l'emporte, Sarkozy sera encouragé à aller encore plus loin dans le plan de

rigueur qu'il prépare. En revanche, une victoire de la gauche permettra de mettre en place un contre-pouvoir.

La gauche va-t-elle gagner ? Il est bien trop tôt pour répondre à cette question et ce sont aux électeurs d'en décider. La victoire est possible mais pas acquise, a résumé François Hollande. La gauche, unie dans la très grande majorité des communes, est en position de conserver ou de conquérir des municipalités. Pour ce qui concerne le PS, tous ses dirigeants sont mobilisés et participeront activement à la campagne. De surcroît, le nombre des "dépités du sarkozysme" ne cesse d'augmenter. Beaucoup de ses électeurs ne pouvaient imaginer qu'il adopterait le comportement qui est le sien une fois élu et qu'il pourrait, si facilement, renier ses promesses. Les retraités qui touchent de faibles pensions savent maintenant ce que valent les engagements de Nicolas Sarkozy.

Cette journée n'était pas exclusivement consacrée aux élections puisque, dans la matinée, André Vallini a restitué les travaux du troisième forum de la rénovation dont le thème était "Les socialistes et l'individu". "Ce travail, qui a porté sur l'éducation, le travail, la laïcité, nous sera très utile lorsque nous préparerons notre congrès", estime Renaud Sarrabezolles, secrétaire de la section du Relecq-Kerhuon. "Nous avons pu constater que la laïcité est une valeur essentielle pour les socialistes", se réjouissent Jean-Pierre Tandin, secrétaire de la section de Daoulas, et Arnaud Vernay, tout nouveau secrétaire de la section des Abers pour qui, "il était bon de nous remettre au clair sur notre identité et nos valeurs communes. C'est ainsi que nous pourrions aller de l'avant".

Moins de deux mois avant le premier tour, les socialistes sont prêts, rassemblés autour de la même ambition : remporter les élections locales pour être utiles aux Français et renforcer le contre-pouvoir à l'omniprésent.



Les finistériens à la Mutualité

Petite enfance (suite)



L'accueil des enfants : une priorité

... Cependant, tous les besoins ne sont pas encore couverts et de profondes inégalités demeurent. Ainsi, à l'occasion d'une rencontre avec les maires et présidents de structures intercommunales, en septembre 2007, Patricia Adam, vice-présidente du Conseil général en charge de l'action sociale, rappelait que, selon les dernières études, 56 % seulement des ménages à revenus modestes faisaient appel à un mode d'accueil rémunéré contre 91 % pour les ménages plus aisés.

Une priorité pour les mairies de gauche

L'intervention du département se traduit par des soutiens financiers en direction des communes et surtout des communautés de communes, mais aussi vers une meilleure formation des professionnels, de

manière à atteindre un taux d'encadrement conforme aux textes en vigueur, à juste titre exigeants dans ce domaine. En outre, toutes les crèches et structures d'accueil se sont maintenant dotées d'un projet pédagogique et d'un projet d'établissement, dans l'intérêt des enfants et de leurs familles.

Enfin, pour répondre aux attentes des parents travaillant en horaires atypiques, les élus et responsables économiques doivent apporter des solutions innovantes, tout en se fixant comme priorité le bien-être des jeunes enfants.

Plusieurs communes s'engagent dans cette voie. A Morlaix, en partenariat avec des entreprises, un accueil en horaires atypiques existe depuis le mois de décembre. Une commission paritaire examine les demandes des familles. Cette innovation s'inscrit dans le cadre d'une politique volontariste dans la commune qui s'est traduit, en janvier 2006, par la création d'un pôle petite enfance qui rassemble dans un même lieu tous les services dédiés aux jeunes enfants. A Rosporden, la maison de la petite enfance ouvrira en mars 2008.

Petit à petit, ce sont les élus socialistes qui bâtissent le service public de la petite enfance.

Rénovation : d'abord dans les sections

Par où commencer la rénovation du Parti Socialiste ? Par sa base, donc par les sections, répondent les membres du "Groupe du 22 mai".

Pourquoi ce nom à consonance soixantuitarde ? "Tout simplement parce que nous nous sommes réunis pour la première fois le 22 mai 2007", répond Jean-Pierre Tandin, secrétaire de section de Daoulas, qui rajoute tout de même que ce clin d'œil au mouvement du 22 mars n'est pas totalement anodin au moment où Nicolas Sarkozy propose de liquider l'héritage de mai 68.

"Nous avons voulu créer un espace de libre expression, d'échanges et de débats", explique le porte-parole du groupe. "Cela signifie que nous ne nous interdisons aucun sujet de réflexion et que nous souhaitons vraiment nous soustraire au poids des courants qui sont devenus, de fait, des écuries".

Premier sujet mis en débat : les sections, parce que c'est là que peuvent s'investir



Jean-Pierre Tandin, un des fondateurs du "Groupe du 22 mai"

les militants. Comment leur donner ou leur redonner de la vigueur ? Comment leur permettre de mieux accueillir les nouveaux adhérents ? Et de conserver les autres ? Comment, enfin, élargir la base de recrutement qui se limite, trop souvent, aux classes moyennes ?

"Nous ne prétendons pas apporter des réponses à toutes ces questions mais

nous proposons des pistes qui passent par la formation des anciens et des nouveaux adhérents, et des animateurs des sections, par la convivialité et, surtout, par la promotion du collectif."

Toutes les propositions détaillées sont en ligne sur le site www.ps29.org. Pour prendre contact avec le "Groupe du 22 mai" : jptandin@wanadoo.fr.



La laïcité, tout simplement

Avec Jean Glavany

Nous devons promouvoir une morale laïque en réponse au discours religieux de Nicolas Sarkozy, estime Jean Glavany, député des Hautes-Pyrénées, chargé de la laïcité au Parti Socialiste.

Cap Finistère : Nicolas Sarkozy s'était présenté comme le candidat de la rupture. Mais n'y a-t-il pas que dans le domaine de la laïcité qu'il est en rupture par rapport à ses prédécesseurs ?

Jean Glavany : La seule vraie religion de Nicolas Sarkozy c'est celle du Moi. Il est un monument d'égotisme avec tout ce que cela suppose de narcissisme voire de paranoïa. En réalité, je crois que cela le pousse à se distinguer, à tous les points de vue, de ses prédécesseurs.

Mais il est exact que, en matière de laïcité, il a tenu récemment trois discours inquiétants. Le premier à Constantine, dans lequel il s'adressait à des musulmans en disant "nous les chrétiens". Le deuxième au Vatican, encore plus choquant, dans lequel il présentait le prêtre comme supérieur à l'instituteur, et le troisième à Riyad, dans un régime où l'intégrisme est presque d'État et où, il faut s'en souvenir, les femmes peuvent être lapidées. Ces trois discours sont dans la continuité de ce qu'il disait déjà en tant que ministre de l'Intérieur dans un livre intitulé "La République, les religions et l'espérance". Il y porte de sérieux coups de canifs à la loi de 1905 et même à la déclaration des droits de l'Homme de 1789.

Cap Finistère : Nicolas Sarkozy ne serait pas un républicain ?

Jean Glavany : Il pose un vrai défi à la gauche. Il part d'un constat et d'une analyse de la société que nous pouvons par-

tager. Dans un contexte de mondialisation, de surmédiation où règne l'instantané, le sensationnel, l'émotif, où les institutions perdent de leur influence, les citoyens sont en recherche de sens, de repères et parfois de spiritualité. Or, à ce constat, que nous pouvons partager, comme d'habitude, Nicolas Sarkozy apporte comme réponse la religion s'inspirant des néo-conservateurs américains. Nous devons relever ce défi et démontrer, comme le disait Blum, qu'il ne peut y avoir de politique sans morale. Dans la lignée de Spinoza, Sartre ou Camus, nous devons promouvoir une morale laïque.

Cap Finistère : Que réponds-tu à la ministre de l'Intérieur lorsqu'elle accuse la gauche de défendre une laïcité sectaire ?

Jean Glavany : C'est très simple : dans l'Histoire, ce sont toujours ses adversaires qui se sont sentis obligés d'accoler un adjectif au mot laïcité. Or, elle n'en a pas besoin. Comme pour la liberté, l'égalité et la fraternité, il n'est pas utile d'y accoler un terme comme "moderne", "ouverte" ou "sectaire".

Rendez-vous

30 janvier

A 18 h 30, Bureau fédéral, au siège de la fédération à Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand.

25 février

Ouverture de la campagne officielle pour les élections municipales et cantonales.

9 mars

8 h 00 - 18 h 00 : Premier tour des élections municipales et cantonales.

16 mars

8 h 00 - 18 h 00 : Second tour des élections municipales et cantonales.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :

Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

EN SAVOIR PLUS ...

Inauguration de la mairie de Mellac par Michel Rocard

A l'invitation de Louis Le Penec, sénateur, et de Bernard Pelleter, maire de Mellac, Michel Rocard inaugurerà la nouvelle mairie de Mellac, à 11 heures, le 25 janvier, en présence de Pierre Maille et de Jean-Yves Le Drian.

Carte judiciaire : la contestation se poursuit

Yolande Boyer a assisté, le 14 janvier, en tant que sénatrice et comme le veut la tradition, à l'audience solennelle de rentrée du tribunal de grande instance de Quimper ainsi qu'à celle du tribunal de commerce.

Cette année, l'audience a été particulièrement mouvementée puisque, symboliquement, elle fut boycottée par les magistrats, les fonctionnaires de justice et les avocats du barreau, qui ont quitté la salle d'audience.

Ils voulaient ainsi protester contre l'attitude du gouvernement vis-à-vis de la justice, et en particulier contre la réforme de la carte judiciaire imposée par la Garde des sceaux. Celle-ci provoque en Finistère la disparition des deux tribunaux d'instance de Châteaulin et de Quimperlé, du tribunal de grande instance de Morlaix, et le refus de créer à Quimper un pôle de l'instruction.

Yolande Boyer partage tout à fait les désaccords ainsi exprimés. Elle l'a d'ailleurs déjà fait savoir à plusieurs reprises. "Le maintien, voire le renforcement d'une justice de proximité au service de nos concitoyens, et notamment des plus faibles, est une nécessité", insiste la sénatrice-maire de Châteaulin.

Deux poids, deux mesures

La colère des professionnels de la justice dans le Finistère est d'autant plus forte que, manifestement, la Chancellerie "réforme" à la tête du client. Comment, en effet, expliquer autrement les choix d'implanta-

tion des pôles d'instruction. Dans le Finistère, il ne devrait y en avoir qu'un, à Brest. Pourquoi ne pas avoir doté Quimper d'une telle structure ? Pour des raisons démographiques ? Non. Dans le var, qui compte autant d'habitants que le Finistère, il y en aura deux, l'un à Toulon et l'autre à Draguignan qui compte 32 000 habitants, alors que Quimper en compte 64 000. Pire, il y a deux fois moins d'habitants dans le Doubs que dans le Finistère. Pourtant, deux pôles d'instruction fonctionneront dans ce département de l'est de la France.

Erika : les responsables enfin condamnés

"Tous les maillons de la chaîne dans le transport maritime doivent dorénavant savoir qu'ils ne sont pas irresponsables et qu'ils peuvent un jour ou l'autre rendre des comptes : armateur, affréteur, propriétaire de cargaison, société de classification...", s'est félicité Bernard Poignant, à l'annonce du verdict dans le procès de l'Erika.

"L'autre victoire tient à la reconnaissance du préjudice écologique : c'est la première fois que les associations ont le droit à obtenir réparation des dommages au patrimoine vivant", a souligné le député européen.

"L'Erika a marqué les esprits ; il y a un avant et un après ; c'est avec l'Erika que la responsabilité pécuniaire des acteurs économiques a été évoquée pour compenser la catastrophe économique mais aussi écologique ; c'est avec l'Erika que l'Union européenne a banni les vieux navires ; c'est avec l'Erika que les inspections des navires sont plus nombreuses, etc."

Mais, pour l'élu de Quimper, "la politique de sécurité maritime ne s'arrête pas là : nous avons devant nous de nombreux chantiers et défis, notamment sur les questions sociales".

"Espérons que cette décision de justice imprègnera les consciences et que de tels naufrages ne se reproduisent plus".

François Marc engage un recours pour le Livret A

François Marc, sénateur du Finistère, a engagé auprès de la Cour de justice des communautés européennes, un recours contre la banalisation du Livret A. En effet, pour François Marc, il semble évident qu'avec cette banalisation du Livret A, le financement du logement social sera davantage confronté à une logique de profit et que le risque est grand de voir les budgets se réduire.

France 3 Iroise

Jean-Jacques Urvoas, sollicité par les personnels de France 3 Iroise, concernant les menaces pesant sur la pérennité du créneau régional 18 h 40 - 19 h 00, a saisi la directrice générale de la chaîne.

Celle-ci l'a informé que, si une réflexion relative aux horaires de programmation des journaux locaux était lancée, loin de préparer la fermeture de certains d'entre eux, elle visait au contraire à leur permettre "de rencontrer le public le plus large possible". Acceptons-en l'augure, mais faisons preuve, toutefois, d'une extrême vigilance. Le journal local de France 3 Iroise est, dès aujourd'hui, le deuxième de la chaîne, au niveau national, en parts d'audience, et l'on voit mal ce qu'il aurait à gagner à un éventuel changement de créneau horaire.

Répondant à une autre question sur une chaîne régionale de plein exercice, à l'image de Via Stella développée en Corse, elle a indiqué qu'un tel projet "nécessite d'une part l'accord et le soutien des pouvoirs publics, d'autre part un conventionnement spécifique du CSA". Un projet de cette ampleur ne pourra aboutir sans la mobilisation préalable des collectivités locales, d'autant plus souhaitable que nul doute ne semble devoir peser sur la viabilité économique d'une telle chaîne. Rappelons que, si la Corse compte 270 000 habitants, la Bretagne, elle, en abrite 3 110 000 !